

Les conditions de vie de la population haïtienne après le séisme : un diagnostic nécessaire

Le séisme qui a frappé Haïti le 12 janvier 2010 figure parmi les quatre plus meurtriers jamais enregistrés au monde depuis 1990. Il a touché de plein fouet l'Aire métropolitaine de Port-au-Prince où se concentre plus d'un Haïtien sur cinq et détruit de nombreux bâtiments publics et

logements. Malgré l'intervention immédiate de la communauté internationale à travers l'envoi d'équipes de secours, des promesses d'aides financières et de soutien au processus de reconstruction et de développement, la situation tarde à se normaliser.



Les écolières, Port-au-Prince 2012 © IRD / Claire Zanuso - Réf. Photothèque Indigo : 54589

1. Contexte

Haïti est non seulement le pays le plus vulnérable aux catastrophes naturelles, mais il est aussi le pays le plus exposé de la région. Les conséquences du séisme y ont été bien plus dramatiques que dans d'autres pays ayant subi l'impact de séismes plus forts. A titre d'exemple, un séisme de même intensité intervenu la même année en Nouvelle Zélande à Christchurch, la deuxième ville du pays, n'a fait aucun mort. Au-delà de la vulnérabilité aux chocs naturels, d'autres facteurs récurrents ont contribué à la dégradation économique d'Haïti, notamment l'instabilité politique et institutionnelle chronique et les insuffisances du système d'éducation.

Après la phase d'aide d'urgence aux victimes du séisme, il y a plus de quatre ans, vient l'heure du bilan et de l'analyse des impacts sur la société

haïtienne. Pour établir un diagnostic robuste et utile de la situation post-séisme, notamment concernant les conditions de vie des ménages et le marché du travail, il faut des données statistiques représentatives de qualité, difficiles à collecter en situation de crise et de post-crise. Un tel diagnostic est un préalable nécessaire en vue d'améliorer les politiques publiques sur l'emploi, l'habitat, la reconstruction durable, et celles – y compris préventives – sur la gestion des désastres naturels. Ce bilan devrait également apporter des éléments sur l'impact de l'aide et notamment de l'aide internationale, dont l'efficacité a été questionnée. C'est dans cette perspective, que l'enquête sur les Conditions de Vie des Ménages Après le Séisme (ECVMAS) a été conduite fin 2012. L'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) avec l'appui de DIAL et de la Banque mondiale, a enquêté un échantillon

de 5 000 ménages représentatifs de la population totale. Il s'agit de la première enquête socioéconomique post-séisme au niveau national.

2. Les catastrophes naturelles : champ d'étude embryonnaire

Plusieurs études, réalisées à partir de données macroéconomiques (EM-DAT notamment), montrent que les répercussions des catastrophes naturelles tendent à s'intensifier. Les pays pauvres en souffrent de plus en plus, d'une part parce que leur population augmente et d'autre part parce qu'ils seraient plus vulnérables à ces catastrophes du fait, entre autres, de l'urbanisation rapide, des inégalités, de la dégradation de l'environnement, ainsi que du manque de planification et de gouvernance (Wisner et al., 2004 ; Rasmussen, 2004). Peu d'études s'appuient sur des données micro-économiques afin d'analyser plus spécifiquement les canaux de transmission de l'impact de la catastrophe alors qu'elles permettraient d'expliquer pourquoi les aléas naturels causent des dégâts d'ampleur variable d'un pays à l'autre (Cavallo et Noy, 2009 ; Muller et Quisumbing, 2009).

L'incidence des catastrophes naturelles sur le bien-être économique s'est accrue de manière inquiétante au cours de la dernière décennie. Des recherches plus spécifiquement axées sur la résilience des pays expliquent les effets dévastateurs des catastrophes sur la croissance économique des pays en développement par le fait qu'elles empêchent l'accumulation du capital physique et humain, mais les canaux expliquant ce phénomène restent opaques (Skoufias, 2003; Yamauchi et al., 2008, 2009). Or, la mise en place de politiques publiques nécessite une évaluation précise de l'impact des catastrophes passées afin de mieux s'adapter et prévenir les potentiels désastres à venir. Les recherches dans ce domaine sont encore embryonnaires au regard de la multiplication des désastres au cours de la dernière décennie, la zone Caraïbes Orientales étant l'une des plus exposées aux catastrophes naturelles dans le monde. Cette insuffisance s'explique généralement par deux facteurs : le manque de données permettant de comparer la situation d'une population avant et après la catastrophe, et les nombreux défis méthodologiques qui se posent lors d'une telle évaluation.

3. La rareté des données

En Haïti, les dernières opérations statistiques offrant des données sur l'emploi et les conditions de vie des ménages ont été réalisées par

l'IHSI et datent de plusieurs années avant le séisme : en 2007, l'Enquête sur l'Emploi et l'Economie Informelle (EEEI 2007) réalisée avec l'appui de Dial ; en 2001, l'Enquête sur les Conditions de Vie (ECVH 2001) et en 2000, l'Enquête Budget et Consommation des Ménages (EBCM 1999-2000) avec l'appui technique de l'Institut national de la statistique et des études économiques de France (Insee). Le dernier recensement date de 2003 et le prochain - le 5ème RPGH-2014 - est actuellement en cours de réalisation. Des données plus précises sur la santé et l'éducation, représentatives au niveau national, ont été collectées au cours des différentes vagues de l'Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services (EMMUS), la dernière EMMUS V ayant eu lieu en 2012. Une multitude d'enquêtes auprès des individus dans les camps d'hébergement des sinistrés ont été réalisées immédiatement après la catastrophe et, par la suite, au niveau national. Mais ces initiatives ont le plus souvent porté sur des échantillons très restreints de la population.

4. Trois défis méthodologiques importants

Outre la difficulté structurelle de conduire une opération d'une telle envergure en Haïti, l'enquête ECVMAS a dû relever un certain nombre de défis liés à la situation particulière résultant du séisme. Parmi eux, nous retiendrons les trois principaux du point de vue méthodologique.

Actualiser une base de sondage obsolète

Il a fallu élaborer un plan de sondage dans un contexte de destruction massive des logements qui rend caduque la base de sondage issue du recensement de la population de 2003. En particulier, il s'agit de prendre en compte la population mouvante installée dans les camps de réfugiés (souvent des ménages qui résident simultanément dans un logement et dans un camp). En attendant les résultats du prochain recensement, une actualisation s'imposait. Il s'avérait en outre essentiel d'enquêter la population des camps, opération d'autant plus ardue que cette dernière était et reste toujours en constante évolution. Les données concernant les camps collectés par l'Office International des Migrations (OIM) - nombre, emplacement et population hébergée, mises à jour périodiquement (*Displacement Tracking Matrix*) ont été utilisées pour l'élaboration du plan de sondage. L'actualisation cartographique a aussi porté sur les villes connaissant une forte expansion urbaine. Dans cette phase d'actualisation du plan de sondage, les outils

cartographiques et les images satellites ont été mobilisés de façon intensive.

D'après l'OIM, la population dans les camps était, au mois de juillet 2010, d'environ 1 600 000 personnes, soit l'équivalent de plus de la moitié de la population de la capitale. Un nombre important, mais indéterminé, des ménages se partageaient entre leur logement et les camps. Le séisme a ainsi mis à mal le concept du ménage, défini généralement comme comprenant toutes les personnes résidant dans un même logement et partageant les ressources quotidiennes et les repas. Cette notion, pilier des enquêtes auprès des ménages, a été remise en question dans les faits par l'éparpillement de la population dans les camps, mais aussi par l'arrivée dans les ménages de personnes, parents et non parents (amis, voisins), ayant perdu leur logement. Si ce phénomène de recomposition est le reflet de la solidarité qui a permis d'atténuer les conséquences du séisme, il n'en constitue pas moins une difficulté supplémentaire pour la mise en place d'une enquête statistique.

Cette situation très instable a nécessité d'envisager plusieurs scénarii dans la mesure où la stratégie d'enquête devait s'adapter à la situation réelle du pays au moment de lancement de la collecte. La collecte a débuté au mois d'août 2012, il y avait alors encore 369 000 individus dans les camps d'après le recensement le plus récent à cette date de l'OIM. Dans cette perspective, un plan de sondage indépendant, pour les camps, a été élaboré et une définition plus flexible de la notion de ménage tenant compte de l'éparpillement géographique des familles a été adoptée afin de permettre dans un second temps aux analystes de creuser les évolutions réelles de ce concept dans le cas haïtien.

Construire un questionnaire adapté

Le questionnaire de l'ECVMAS Haïti-2012 est une variante de l'enquête 1-2-3, dont la méthodologie a été développée par des chercheurs du laboratoire Dial pour répondre au besoin de mesure de l'économie informelle et de la pauvreté. Partant de ce cadre générique, deux adaptations majeures ont été adoptées. La première concerne l'ajustement au contexte haïtien. Elle a pu bénéficier du travail de fond déjà réalisé lors de la mise en place de l'enquête EEEI 2007 conduite par l'IHSI avec l'appui de Dial. La seconde adaptation est la prise en compte des bouleversements provoqués par le séisme. En dehors des

économies d'échelle induites par la mobilisation des réflexions menées à l'occasion de l'EEEI 2007, ce canevas commun facilite la comparabilité des résultats des deux enquêtes pour permettre une analyse de la dynamique avant-après séisme.

L'évaluation des conditions de vie des ménages ne se limite pas aux aspects matériels et monétaires, c'est pourquoi une section sur les différentes dimensions - subjectives et non monétaires - du bien-être a été incluse dans le questionnaire, en prenant appui sur le module correspondant également développé par Dial. Des thèmes spécifiques au séisme ont également été considérés, comme l'impact direct de la catastrophe, les stratégies de réponse apportées par les ménages, les aides reçues, ainsi que les trajectoires résidentielles et d'emploi (avant et après séisme).

S'appuyer sur un outil d'enquête informatisé (CAPI contre PAPI)

Les difficultés liées aux conditions matérielles post-séisme ont significativement détérioré les conditions de réalisation d'une enquête conventionnelle de couverture nationale. Pour y pallier, l'outil d'enquête informatisé, CAPI (*Computer Assisted Personal Interviewing*) avec GPS¹, a été privilégié par rapport à la stratégie plus classique de passage de questionnaires papier PAPI (*Paper Assisted Personal Interviewing*).

La méthode CAPI consiste à administrer un questionnaire lors d'un entretien en face à face durant lequel les données sont directement saisies sur un ordinateur par l'enquêteur. Cet outil permet de plus d'adapter le questionnaire à la personne interrogée en fonction des réponses obtenues, via des sauts automatiques des questions non pertinentes, et l'inclusion de modules adaptés aux situations (par exemple les modules sur l'activité agricole ou sur les activités de production informelle).

La programmation CAPI permet la mise en œuvre d'un grand nombre de vérifications et de contrôles au cours de l'entretien lui-même. Dans cette perspective, des messages d'erreur apparaissent en temps réel si l'application détecte des incohérences. Par ailleurs, aux moments critiques de l'interview, l'application invite l'enquêteur à

1 Une série de tests ont été menés sur les outils potentiellement utilisables pour la collecte des données. Les partenaires ont finalement opté pour une tablette électronique. Le modèle de tablette utilisée est 2Go PC NL2 tandis que celui du GPS est USGlobalSat BT 359 Bluetooth.

exécuter un contrôle de cohérence, identifiant les questions qui ont besoin d'être réexaminées. Ces contrôles automatiques, en temps réel, ont pour objectif d'améliorer la qualité des données et de limiter la phase d'apurement post-collecte. Toujours dans le souci d'adapter au mieux la méthodologie à la réalité du pays, un atelier de travail a été organisé pour traduire le questionnaire en créole. Le questionnaire existe donc dans les deux langues et le masque de saisie du questionnaire sous CSPro² est bilingue.

En plus d'optimiser la qualité des données grâce à un contrôle en temps réel des opérations de terrain, l'outil CAPI offre une meilleure disponibilité des données collectées pendant l'enquête. Cette méthode permet à l'équipe technique au siège central de contrôler la qualité des données au fur et à mesure de l'évolution de la collecte. Si les contre-visites ont lieu aussi dans le cas des enquêtes avec des questionnaires papier, les erreurs repérées à la saisie ou lors des premiers tests de qualité ne peuvent pas faire l'objet d'un retour dans le ménage ou la zone critique puisque cette étape s'étale généralement sur plusieurs mois (a fortiori avec l'option de double saisie) après la fin des opérations de terrain.

Enfin, réaliser l'enquête ECVMAS avec l'outil CAPI était une opportunité pour les partenaires de renforcer les capacités de l'IHSI et de lui donner les outils pour pouvoir bénéficier de cette technologie dans l'avenir pour d'autres opérations statistiques (le prochain recensement, le 5ème RPGH 2014, est conduit avec CAPI).

5. Une recherche en partenariat

Dès la conception du projet, l'IHSI a été associé non seulement pour renforcer une institution-clé dans la reconstruction mais aussi afin de garantir l'appropriation des résultats par les autorités nationales. C'est ainsi que les premiers résultats ont été présentés en septembre 2013 lors d'une conférence de presse organisée par le Ministère de l'Economie et des Finances de Haïti, en présence du Ministre. Immédiatement après, l'IHSI et DIAL (dans le cadre du projet de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) : Evaluation d'Impact du Séisme en Haïti (EIS-HA)³), en association avec le projet ANR Kal-Haïti et avec le soutien de l'Ambassade de

France et de la représentation régionale de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), ont organisé une conférence de restitution afin de présenter les premiers résultats et les outils de partenariat développés grâce à ces deux projets ANR. L'événement organisé à Port-au-Prince a rassemblé pendant deux jours plus de 200 personnes (étudiants universitaires, professeurs/chercheurs, anciens ministres, ONG internationales et locales, etc.).

Enfin, en janvier 2014, à l'occasion de la commémoration du 4ème anniversaire du séisme, le Ministère des Affaires Etrangères, le Ministère de l'Economie et des Finances, l'Insee, l'IRD et l'Adetef ont organisé une conférence-débat intitulée « Quatre ans après le séisme en Haïti : quel impact pour la population et quelles conséquences sur les politiques publiques ? ». Au cours de cette conférence, réunissant plus de 100 participants (parmi lesquels ONG, acteurs de l'assistance technique et du développement, chercheurs, responsables d'administrations et différents médias TV, radio et Internet), les premiers résultats de l'enquête ECVMAS ont été présentés par l'équipe IHSI-DIAL. Le but était d'alimenter la réflexion sur le dispositif de suivi post-catastrophe à mettre en place et sur les politiques qu'il convient de mener, afin de contribuer à enclencher un véritable processus de développement en Haïti, notamment en direction des donateurs internationaux.

6. *L'impact du séisme sur les conditions de vie des ménages et le marché du travail*

Quatre ans se sont écoulés depuis le tremblement de terre et le discours officiel des organisations internationales est à l'optimisme, malgré la succession de catastrophes qui ont depuis frappé le pays (inondations, ouragans, épidémies, etc.). L'aide d'urgence aurait atteint ses objectifs, les camps de déplacés seraient en voie de résorption, tandis que les programmes de reconstruction auraient pris le relais. Faut-il adhérer à cette vision positive de la situation économique et sociale et les promesses de lendemains qui chantent, même si tous conviennent qu'il faudra du temps ? L'aide internationale aurait-elle été efficace ? La résilience de la population face à de telles catastrophes a-t-elle suffi pour contrer les effets néfastes du séisme ? L'analyse des enquêtes de grande envergure menées par l'IHSI en 2007 et en 2012 avec l'appui de DIAL montre sans ambiguïté que le bilan est loin d'être aussi positif.

2 Censur and Survey Processing System (CSPro) est un logiciel pour la saisie et l'édition de données d'enquêtes.

3 Toutes les informations concernant le projet ANR EISHA, les analyses produites dans le cadre de ce projet et les résultats de l'enquête sont disponibles sur le site internet : <http://www.desastres-naturels.fr/fr>

Conditions de vie

Les résultats de l'ECVMAS permettent de dresser un portrait détaillé et récent de la population en Haïti. Il s'agit d'une population principalement jeune (la moitié de la population a moins de 21 ans), rurale pour un peu plus de la moitié (52 %). L'agglomération de Port-au-Prince concentre à elle seule un peu plus d'un cinquième de la population. La croissance des villes est portée par la migration interne, résultat de leur attractivité par rapport au monde rural délaissé. Le taux de dépendance démographique reste relativement élevé (68 %) même s'il a diminué de 6 points par rapport à 2007. L'analphabétisme, en particulier chez les adultes, est un problème aigu car il touche 23 % de la population (34 % en milieu rural, 10 % dans la capitale et 15 % dans les villes secondaires). Les inégalités de genre et intergénérationnelles sont assez marquées. Ainsi, 28 % de la population féminine ne sait ni lire ni écrire, contre 19 % de la population masculine. Le taux d'analphabétisme des personnes les plus âgées (56 ans et plus) est sept fois plus élevé que celui des plus jeunes (10-14 ans). Près de 60 % des haïtiens n'ont pas dépassé le niveau de scolarité primaire et moins de 5 % disposent d'un diplôme professionnel ou ont entrepris des études supérieures.

En 2012, le type de ménage le plus répandu est, avec près de quatre ménages sur dix (39 %), celui du couple cohabitant avec d'autres parents. Cette cohabitation reflète la prégnance du choix d'un modèle de famille élargie mais sans doute aussi, la contrainte imposée par le difficile accès à un logement adéquat. L'évolution des types de ménage suggère un accroissement de l'importance relative des ménages les plus vulnérables, à savoir les ménages monoparentaux élargis (passant de 13 % à 16 % du total des ménages entre 2007 et 2012). Un facteur de vulnérabilité généralement évoqué est l'importance des ménages monoparentaux dont le chef est une femme élevant seule ses enfants, tout en travaillant. Comparé à d'autres pays en développement, Haïti affiche un taux particulièrement élevé de femmes chef de ménage. En 2012, au niveau national, un peu plus de quatre ménages sur dix (44 %) sont dirigés par une femme, ce qui marque une nette progression (+3,5 points) par rapport à 2007.

L'évolution du type d'habitat sur la période montre que la part d'habitat précaire a fortement augmenté entre 2007 et 2012, particulièrement dans la capitale où elle touche désormais un peu plus de la moitié (54 %) des logements. L'accès

aux services publics est très déficitaire car moins d'un tiers de la population en bénéficie. Il s'agit essentiellement des résidents des villes et de Port-au-Prince. En 2012, un tiers de la population n'a pas accès à des sources améliorées d'eau, ni au réseau public d'éclairage. La collecte des déchets touche à peine un ménage sur dix. L'incidence de l'entassement dans les logements a fortement progressé entre 2007 et 2012. En 2007, 46 % des ménages ne disposaient pas d'un nombre suffisant de chambres à coucher dans leur logement, le phénomène s'est fortement aggravé en 2012 (56 %), surtout dans les villes. Les conséquences négatives de cette promiscuité sont multiples et affectent particulièrement le développement des jeunes.

Trois ans après le séisme, un tiers des ménages est obligé de s'endetter tandis que 13 % doivent puiser dans leur épargne et un peu plus d'un tiers (36 %) arrive à peine à l'équilibre. Même si le stress financier diminue avec le niveau des revenus du ménage, pour 80 % des ménages haïtiens le stress l'emporte sur l'aisance financière, révélant ainsi l'étendue de la précarité. Lorsqu'on compare les revenus du ménage avec le niveau de revenu que ce dernier considère comme le minimum nécessaire pour vivre, on retrouve que près de huit ménages sur dix (79 %) peuvent être classés comme « pauvres subjectifs ». Il prévaut aussi un fort sentiment d'inégalité au sein des communes : plus de six ménages sur dix (63 %) considèrent que leur niveau de vie est inférieur au reste des ménages de la commune.

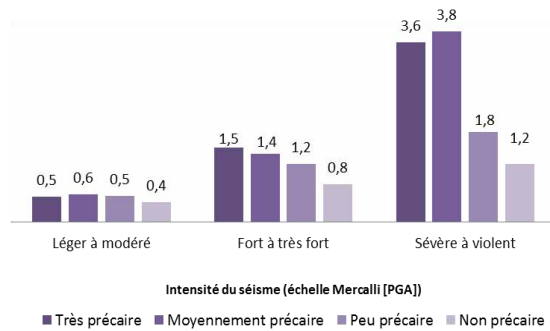
Impact du séisme

Les résultats obtenus battent en brèche l'idée répandue selon laquelle le séisme a frappé au hasard et que les ménages ayant les logements non précaires ont le plus souffert. Les dégâts matériels et humains ont été très importants dans la zone affectée par le séisme mais n'ont pas touché de la même manière tous les ménages. Le séisme est bien un phénomène naturel mais la catastrophe est aussi une conséquence des fortes inégalités et vulnérabilités sociales qui ont amplifié les effets du séisme parmi les plus déshérités. Ces vulnérabilités persistent, voire se sont aggravées à la suite du séisme de sorte que le prochain choc frappera une population encore plus vulnérable.

Dans le cas d'Haïti, dans les zones de plus forte intensité du séisme, la destruction du bâti précaire a été trois fois plus importante que pour le bâti non précaire. On a constaté aussi que le bâti

précaire dans les zones où le séisme a été moins intense a souffert de dommages plus grands que ceux du bâti non précaire dans les zones où le mouvement sismique a été le plus fort. Pour résumer, le séisme ne tue pas, ce sont les bâtiments mal construits qui tuent.

Score de destruction des logements selon l'intensité du séisme et la vulnérabilité du bâti



Source : ECVMAS 2012, IHSI / DIAL / Banque mondiale ; US Geological Survey ; calculs des auteurs.

Note : ne porte que sur les ménages n'ayant pas changé de logement depuis le séisme.

Mode de lecture : Le score moyen de destruction des logements très précaires situés dans les zones d'intensité forte à très forte est de 1,5 (sur une échelle maximale de 9), soit un score supérieur à celui des logements non précaires dans les zones d'intensité sévère à violente (1,2).

L'aide institutionnelle a été surtout une aide d'urgence, insuffisante par rapport aux besoins de la population et mal ciblée. L'aide institutionnelle a largement ignoré la population en dehors de l'agglomération de Port-au-Prince, alors qu'un peu plus de six ménages sinistrés sur dix se trouvaient hors de la capitale. Plus encore, près de la moitié des personnes sinistrées a trouvé refuge auprès d'autres ménages (parents, amis, voisins) pour la plupart hors de la capitale, signe de la vitalité de la solidarité malgré les fortes disparités sociales. En fait, il y a plus de sinistrés hors des camps que dans les camps, où une grande partie de l'aide s'est concentrée. La plupart des ménages ont cessé de recevoir de l'aide alors que leur situation ne s'est pas améliorée. 80 % de la population ne recevait plus aucune aide depuis plus de 3 mois au moment de l'enquête. L'aide à la reconstruction n'a bénéficié qu'à 7 % des ménages ayant subi d'importants dommages sur leur logement. Seuls 2 % ont reçu une aide au déblaiement. Sept ménages sur dix (71 %) ayant eu leur logement totalement détruit ont entrepris de travaux de reconstruction (et 11 % les ont stoppés). Le gros du travail d'enlèvement des gravats a été le fait de la population, une partie des débris n'a toujours pas été évacuée. En

somme, l'aide apportée par les institutions a été une aide d'urgence, de court terme, ne permettant pas d'améliorer de façon soutenable et durable les conditions de vie de la population.

Les autorités politiques et les organismes multilatéraux semblent partager une vision optimiste sur l'avenir de la population post-séisme. Cependant, les résultats de l'ECVMAS dépeignent une toute autre situation dans laquelle la précarité et la vulnérabilité des ménages, loin d'être atténuées, se sont plutôt accentuées. On est loin aussi des affichages triomphalistes sur l'importance et l'efficacité de l'aide apportée. Enfin, la réduction de la population dans les camps ne peut pas être analysée sans considérer la qualité des logements habités par la population ayant résidé dans les camps.

Selon le dernier décompte de l'OIM de décembre 2013, il reste encore 146 573 personnes (39 464 ménages) dans 271 camps. Amnesty International a dénoncé l'expulsion forcée des ménages des camps (situés pour les trois quarts sur des terrains privés). Le gouvernement a obtenu de l'OIM de ne plus comptabiliser parmi les résidents des camps 54 000 personnes des camps de Canaan, Jérusalem et Onaville, arguant que « la zone est devenue un quartier où les gens ont l'intention de rester ». Dans la capitale, près d'une personne sur dix réside encore dans un camp. Plus encore, neuf ménages sur dix ayant séjourné dans un camp n'ont toujours pas trouvé un logement adéquat. De ce fait, le logement doit être l'une des priorités des actions de reconstruction, afin d'inverser la tendance réelle à la « bidonvilisation » des camps des déplacés, qui engendre des carences sévères et rend la population encore plus vulnérable à l'épidémie de choléra qui persiste.

Les transferts monétaires représentent une source importante de revenus en Haïti. C'était déjà le cas avant le séisme et cela reste le cas après. Dans l'enquête de 2007, comme en 2012, un ménage sur deux déclarait recevoir des transferts. Au lendemain du séisme, les transferts entre ménages ont été un mécanisme d'aide important : 13 % des ménages haïtiens ont reçu un transfert exceptionnel dans les 6 mois qui ont suivi le séisme. Les ménages résidant dans les camps, et ceux ayant subi des dégâts ont davantage bénéficié de ces transferts exceptionnels, indiquant que ce type d'aide a été partiellement ciblé. Il n'a pas touché tout le monde. 83 % des ménages dont le logement s'est écroulé n'ont pas reçu de tels transferts. Le transfert monétaire est

un mécanisme d'aide nécessairement injuste puisque ce sont les personnes pouvant compter sur un réseau social pourvu de ressources qui peuvent en bénéficier. Hors, l'accès à de telles ressources est fortement lié aux ressources dont dispose le ménage lui-même.

Le montant des transferts a globalement augmenté depuis le séisme : plus d'un ménage sur deux déclare des montants supérieurs en 2012 à ce qu'ils étaient l'année précédant le séisme. En revanche, dans les camps, le flux de transferts semble s'épuiser. Fin 2012, une majorité des « réfugiés » (55 %) déclarait des montants de transferts inférieurs à ceux qu'ils avaient perçus l'année précédant le séisme. L'explication la plus probable est que les ménages qui ont épuisé leurs ressources potentielles de transferts n'ont d'autre choix que de rester dans les sites, alors que les ménages qui ont pu s'appuyer sur leur réseau ont trouvé des alternatives aux camps ou ont pu en partir.

Marché du travail

Sur le marché du travail, qui constitue la principale courroie de transmission entre la dynamique macroéconomique (croissance, aide extérieure) et les conditions de vie des ménages, le constat est critique. Par rapport à 2007, le taux d'activité global a augmenté de 9 points de pourcentage. Cette variation exceptionnelle reflète très probablement l'appauvrissement de la population. Pour tenter de compenser la dégradation de leurs conditions de vie, les familles se voient contraintes de mettre au travail les membres secondaires de leur ménage dans l'espoir d'obtenir des compléments de revenu. Cette stratégie touche tout particulièrement les jeunes ruraux. L'accroissement du taux d'activité concerne principalement les membres secondaires du ménage. La mise au travail des enfants du chef de ménage, déjà élevée en 2007 (24 %), atteint des proportions inquiétantes en 2012 (39 %).

En 2012, le taux de chômage est de 14 %, un niveau relativement élevé pour un pays en développement où l'assurance chômage est inexistante. Ceci représente une légère baisse par rapport à 2007 (17 %). Si on élargit la définition du chômage aux individus sans emploi, disponibles pour travailler mais ne recherchant pas d'emploi activement, alors le taux de chômage au sens large concerne près de trois Haïtiens sur dix (29 %) au niveau national (40 % dans l'agglomération de Port-au-Prince). En 2007, le taux de chômage élargi touchait 41 % de la population

active, soit un recul de près de 12 points de pourcentage. Ces niveaux de chômage figurent parmi les plus élevés des pays en développement.

La réduction du taux de chômage ne doit pas être interprétée comme un point positif. En effet, et à l'instar de la montée des taux d'activité, elle traduit le fait que les Haïtiens peuvent de moins en moins se permettre d'attendre d'obtenir un emploi correspondant à leur niveau d'éducation ou à leurs aspirations. Au contraire, ils sont contraints de se mettre au travail, quelle que soit la qualité des emplois qu'on leur propose (pour les travailleurs dépendants) ou qu'ils se créent (pour les travailleurs indépendants), afin de subvenir aux besoins de leur famille.

En 2012, l'immense majorité des actifs occupés exercent un emploi dans l'agriculture (47 %) ou dans le secteur informel (45 %). Les secteurs privé formel (5 %) et public (3 %) n'occupent qu'une place très résiduelle. En zone urbaine, le secteur informel règne en maître avec 70 % des emplois dans les villes secondaires, et même 77 % dans l'Aire métropolitaine. Globalement, le pays est dramatiquement sous-administré et l'Etat est inexistant en zone rurale où seul 1 % des emplois provient du secteur public. Depuis 2007, on n'observe aucun changement substantiel en termes de part de l'emploi public, autour de 3 % du total des emplois. Cette stabilité signifie qu'il n'y a pas eu de politique massive d'emplois aidés par l'Etat, des mesures contracycliques pourtant habituellement mises en œuvre pour contrer les effets néfastes des crises économiques.

Le revenu du travail constituant la majeure partie des revenus des individus et des ménages haïtiens, l'analyse de cet indicateur permet d'apprécier non seulement la qualité des emplois générés par les différents secteurs productifs, mais aussi de mesurer le niveau de vie. Entre 2007 et 2012, le revenu médian du travail de la population a baissé de plus de moitié à prix constants (-57 %), alors qu'Haïti figurait déjà parmi les pays les plus pauvres du monde. La proportion des travailleurs gagnant moins que le salaire minimum, soit 1,8 \$ dollar par jour (70 gourdes) est passée de 36 % à 57 %. Si l'on prend en compte ceux qui travaillent sans être rémunérés, le coefficient de Gini au niveau national est de 0,76 en 2012. Ce coefficient est l'un des plus élevés au monde. Il n'en a pas toujours été ainsi. En 2007, les inégalités bien que fortes se situaient dans la moyenne africaine. Depuis lors, elles ont explosé. Le coefficient de Gini

global a augmenté de 0,15 point, en passant de 0,61 à 0,76 en l'espace de 5 ans seulement. Seul un bouleversement sur le marché du travail, auquel le séisme n'est probablement pas étranger, peut expliquer ce phénomène. Tous les indicateurs d'inégalité convergent pour mettre en évidence le caractère profondément inégalitaire du pays. Il n'est donc pas étonnant qu'en 2012, seulement 5 % des Haïtiens se déclarent très satisfaits de leur emploi principal et 29 % plutôt satisfaits, alors que près de deux travailleurs sur trois jugent négativement leur emploi.

Non seulement la situation s'est profondément dégradée par rapport à 2007, mais surtout ce sont les jeunes qui ont payé le plus lourd tribut. A titre illustratif, 20 % des enfants de 10 à 14 ans exercent un emploi contre à peine 1 % en 2007. La rémunération moyenne des jeunes a baissé de près de 60 % en cinq ans, celle de leurs aînés s'améliorant sur la même période d'environ 20 %. Tous les indicateurs sont à l'avenant. Les jeunes ont été contraints de se mettre au travail dans des conditions de précarité extrême. La baisse des taux de chômage est particulièrement spectaculaire pour ces derniers, quel que soit le milieu de résidence, avec un effondrement de 23 points de pourcentage en 5 ans. Les jeunes générations ont dû réviser leurs prétentions à la baisse de façon drastique ou bien renoncer à prolonger leurs études, ce qui pourrait avoir des conséquences économiques et sociales négatives (désincitation à se maintenir dans le système scolaire, insatisfaction généralisée, frustrations, montée de la violence, etc.). Par ailleurs, tous les jeunes ne sont pas logés à la même enseigne. Ils sont d'autant plus sanctionnés qu'ils sont d'origine modeste, entraînant une explosion des inégalités. Le sacrifice de la génération montante risque d'entretenir un cercle vicieux intergénérationnel gageant la croissance économique de long terme. Un tel engrenage installerait durablement Haïti dans une trappe à pauvreté à laquelle il deviendrait difficile d'échapper.

7. Conclusion

Le séisme qui a frappé Haïti est bien un phénomène naturel (un choc exogène), mais la catastrophe a eu un impact social particulièrement marqué, en raison des fortes inégalités et vulnérabilités sociales qui ont exacerbé ses effets parmi les plus défavorisés.

Quand l'aide officielle est arrivée, c'était trop peu, trop tard et mal ciblée. La plupart des individus frappés a trouvé refuge en dehors des

camps, chez des parents, des amis, des voisins. Or, l'aide institutionnelle s'est concentrée dans les camps de déplacés, ignorant la plupart des victimes. L'aide a été de courte durée car la plupart des ménages a cessé de recevoir l'aide alors que leur situation ne s'était pas améliorée. Cependant, la population a été capable, dans un formidable élan de solidarité, de s'organiser pour atténuer les conséquences du séisme. C'est ainsi que la mise au travail des membres secondaires des ménages, puis l'entraide et la solidarité des ménages ont été le principaux recours de la population face aux conséquences du séisme, d'autant plus que les transferts constituaient déjà la principale (voire l'unique) source de revenu pour beaucoup de ménages. Néanmoins, face à un choc aussi massif (covariant), l'entraide a des limites. Malgré les milliards de dollars alloués, l'aide internationale s'est largement évaporée si l'on croit le constat dressé depuis la perspective des ménages. L'idée d'un pays « assisté », dont la population a profité de façon opportuniste des camps de réfugiés, ne résiste pas au diagnostic rigoureux que l'enquête ECVMAS permet de dresser.

Une des principales raisons de l'inefficacité de l'aide est la faiblesse des institutions. Le pays est dramatiquement sous-administré et manque de cadres pour concevoir/mettre en œuvre les politiques publiques. L'éducation, de très faible qualité, reste entre les mains du secteur privé. Les services publics (eau, électricité, éducation, sécurité, assainissement, justice, routes, etc.) sont inaccessibles pour une large partie de la population. Les institutions sont affaiblies aussi par la corruption.

La jeunesse de sa population de plus en plus éduquée, la prégnance des ménages élargis, les liens très forts de solidarité observés au sein de la population malgré les importantes disparités économiques, la forte mobilité de la population et une structure de l'emploi marquée par le micro-entrepreneuriat constituent autant de défis que de facteurs qui devraient permettre à Haïti d'envisager une société plus juste, offrant un meilleur avenir aux futures générations.

**Javier Herrera
François Roubaud
Camille Saint-Macary
Constance Torelli
Claire Zanuso**

Contact : herrera@dial.prd.fr
zanuso@dial.prd.fr

Références

Brilleau A., Ouedraogo E., Roubaud F. (2005), "L'enquête 1-2-3 dans les pays de l'UEMOA: la consolidation d'une méthode", *Statéco*, 99, pp. 15-170.

Caeyers B., Chalmers N., de Weerd J. (2010), "A Comparison of CAPI and PAPI through a Randomized Field Experiment", Available at SSRN 1756224.

Cavallo E., Noy I. (2009), "The economics of natural disasters. A survey", IADB Working Paper n°0919.

Herrera, J., Roubaud, F., Saint-Macary, C., Torelli, C., Zanuso, C. (2014), *Impact du séisme sur les conditions de vie et le marché du travail*, Rapport ECVMAS Haïti 2012, IHSI, DIAL, Port-au-Prince, (à paraître).

IHSI (2010), *Enquête sur l'Emploi et l'Economie Informelle (EEEI 2007)*, Rapport de premiers résultats de l'Enquête Emploi (Phase 1), IHSI, Port-au-Prince.

Kahn M.E. (2005), "The death toll from natural disasters: The role of income, geography, and institutions", *Review of Economics and Statistics*, 87(2), pp. 271–284.

Kellenberg, D., K., A. Mushfi Mobarak (2008), "Does rising income increase or decrease damage risk from natural disasters?", *Journal of Urban Economics*, 63, pp. 788–802.

Lundhal, M. (2014), *The political economy of disaster. Destitution, plunder and earthquake in Haiti*, London: Routledge.

Mueller, V., Quisumbing, A. (2009), "Natural Disasters and their Labor Market Consequences:

Evidence from the 1998 flood in Bangladesh", IFPRI, mimeo.

Rasmussen, T.N. (2004), "Macroeconomic Implications of Natural Disasters in the Caribbean", IMF Working Papers, 04/224, International Monetary Fund.

Razafindrakoto M., Roubaud F. (2005), « Gouvernance, Démocratie et Lutte contre la Pauvreté : Enseignements tirés des enquêtes 1-2-3 en Afrique francophone », *Statéco* No. 99, pp. 117-141.

Schuller, M., Morales, P. (éds.) (2012), *Tectonic Shifts. Haiti Since the Earthquake*. Kumarian Press.

Skoufias, E. (2003), "Economic Crises and Natural Disasters: Coping Strategies and Policy Implications", *World Development*, 31(7), pp. 1087-1102.

Wisner, B. (Ed.). (2004), *At Risk: Natural hazards, people's vulnerability and disasters*, Psychology Press.

Yamauchi, F., Yohannes, Y., Quisumbing, A. (2009), "Natural disasters, self-insurance, and human capital investment: Evidence from Bangladesh, Ethiopia, and Malawi", IFPRI Discussion Paper 881. Washington, D.C.

Yamauchi F., Yohannes Y., Quisumbing A. (2008), "Risks, Ex-ante Actions and Public Assistance : Impact of Natural Disasters on Child Schooling in Bangladesh, Ethiopia and Malawi", WPS4909, Washington, D.C.

Zanuso C., Roubaud F., Torelli C. (2014), "Le marché du travail en Haïti après le séisme : quelle place pour les jeunes ? ", *Autrepart*, (à paraître dernier trimestre 2014).

Principales publications des membres de l'UMR, 2013

Bernard P., Blanchard M. (2013). "The performance of mutual funds on French stock market: Do star funds' managers exist or do funds have to hire chimpanzees?", Munich, 18p.

Bienaymé A. (2013). "Les nouvelles tendances de la mondialisation", *Revue des deux mondes*, juillet-août, 9p.

Blanchard M., Bernard P. (2013). "The performance of amateur traders on a public internet site: a case of a stock-exchange contest", *Economics Bulletin*, 33(3), pp.1729-1737.

Bocquier P., Nordman C. J., Vescovo A. (2013). "Are workers compensated for accepting vulnerable jobs? Evidence from West Africa" in *Urban Labor Markets in Sub-sabaran Africa*, De Vreyer P. et Roubaud F. (Eds), Washington, AFD/Banque mondiale, chapitre 4, pp.137-161.

Bocquier P., Nordman C. J., Vescovo A. (2013). "Vulnérabilité au travail et revenus" in *Les marchés urbains du travail en Afrique Subsaharienne*, De Vreyer P. et Roubaud F. (Eds), Marseille, IRD/AFD, pp.151-174.

DIALOGUE

La lettre d'information de DIAL

Numéro 38

Avril 2014

Editorial

Le Groupe Intergouvernemental des Experts sur le Climat (GIEC) vient à nouveau de tirer la sonnette d'alarme en soulignant les risques auxquels nous soumet le réchauffement climatique en cours : inondations, tempêtes à répétition, sécheresses, apparition d'espèces invasives, multiplication des incendies de forêts, telles sont quelques unes des conséquences prévisibles de ce phénomène, dont l'hiver dernier a peut-être été une des manifestations spectaculaires (ainsi, par exemple, la Grande Bretagne a connu des inondations d'une ampleur inconnue depuis l'existence des relevés météorologiques dans ce pays - 248 ans - tandis que la Californie n'a reçu que 12mm d'eau, sécheresse inégalée depuis l'hiver 1580. Des écarts prononcés de température et de précipitations ont été enregistrés sur toute la planète. Rien ne permet cependant d'affirmer avec certitude que ces aberrations résultent du réchauffement climatique). Le GIEC souligne également que ce sont les populations les plus vulnérables qui se retrouvent en première ligne : la sensibilité aux conséquences des chocs climatiques et plus généralement aux catastrophes naturelles dépend en effet étroitement de facteurs anthropiques : les individus socialement, économiquement, culturellement, politiquement ou institutionnellement marginalisés courent un risque plus important que les autres. Il revient, entre autres, aux économistes d'évaluer l'impact des catastrophes naturelles et la capacité des populations concernées par ces catastrophes à s'adapter à un environnement devenu hostile. L'évaluation d'impact repose sur la possibilité d'exploiter des données micro, méso ou macroéconomiques et sur l'emploi de méthodes statistiques appropriées. Dans ce domaine, la littérature a connu au cours des dix dernières années une expansion rapide, avec la promotion de méthodes reposant moins que par le passé sur l'utilisation de méthodes économétriques sophistiquées et plus sur l'emploi de données appropriées et explicitement collectées dans ce but. Ce mouvement n'est pas encore achevé. De plus en plus de par le monde, dans un contexte de réduction des budgets publics, les gouvernements et plus généralement la société civile ressentent la nécessité d'évaluer de façon rigoureuse l'impact des catastrophes, survenues ou appréhendées, et des politiques économiques et sociales. L'étude de J. Herrera, F. Roubaud, C. Saint-Macary, C. Torelli et C. Zanuso s'inscrit dans cette lignée. Haïti a été victime en janvier 2010 d'un tremblement de terre d'une rare violence. Au-delà du bilan en termes de mortalité et de morbidité, il importe de disposer d'une évaluation des impacts économiques et sociaux de la catastrophe afin de faire le bilan des politiques d'aide qui ont été mises en œuvre, d'identifier les personnes qui restent vulnérables, de concevoir la façon dont on pourra leur venir en aide et enfin d'évaluer la capacité de résilience de la société haïtienne. Pour cela la collecte de données appropriées et de qualité est un préalable indispensable. L'étude repose sur les données de l'enquête ECVMAS réalisée fin 2012 par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique avec l'appui de DIAL et de la Banque mondiale.

Flore Gubert & Philippe De Vreyer

IRD
Institut de recherche
pour le développement

DAUPHINE
UNIVERSITÉ PARIS



DIALOGUE
est une publication
semestrielle de DIAL
éditée à 1.500 exemplaires
en français et en anglais.

Formule d'abonnement
gratuit disponible sur notre site
www.dial.prd.fr

Directeur de publication :
Michel Laurent
Rédacteurs en chef :
Florence Gubert
Philippe De Vreyer
Mise en page :
Coryne Ajavon
Danielle Delmas
Conception graphique :
www.iAntal.com

N°ISSN : 3451-7761
UMR DIAL 225
Institut de Recherche pour le
Développement
Université Paris-Dauphine

D I A L
Développement International & Mondialisation